



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Sommersession 2023 • Achte Sitzung • 08.06.23 • 08h00 • 22.081
Conseil national • Session d'été 2023 • Huitième séance • 08.06.23 • 08h00 • 22.081



22.081

Verpflichtungskredit 2024–2027 für drei Genfer Zentren

Crédit d'engagement 2024–2027 pour trois centres de Genève

Erstrat – Premier Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 08.06.23 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 08.06.23 (FORTSETZUNG - SUITE)

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Wir behandeln das Eintreten und die Detailberatung in einer einzigen Debatte.

Fiala Doris (RL, ZH), für die Kommission: Wie bereits 2002, 2007, 2010, 2014 und 2019 entscheiden wir heute, im Jahr 2023, und zwar zum sechsten Mal, über die Botschaft für einen Verpflichtungskredit zur Weiterführung der Unterstützung der drei Genfer Zentren 2024–2027. Die Genfer Zentren haben sich weltweit zu anerkannten Kompetenzzentren entwickelt. Ich habe selbst viele Jahre in Genf gelebt und weiss auch deshalb um deren Bedeutung und um ihre grossen Beiträge in der Aussen-, Friedens- und Sicherheitspolitik. Ich bin stolz auf das positive internationale Image von Genf, auch und gerade im Kontext internationaler Sicherheit.

Der Bundesrat hat die Botschaft am 2. Dezember 2022 verabschiedet. Im Namen der SiK-N darf ich Ihnen für die Jahre 2024 bis 2027 rund 30 Millionen Franken für die Fortsetzung der Erfüllung der sehr wichtigen Aufgaben der Zentren beantragen. Es geht dabei um das Genfer Zentrum für Sicherheitspolitik, um das Internationale Zentrum für humanitäre Minenräumung sowie um das Zentrum für die Gouvernanz des Sicherheitssektors. Die Genfer Zentren tragen auch zur nachhaltigen Entwicklung und zur Umsetzung der Agenda 2030 bei. Sie wurden zwischen 1995 und 2000 als unabhängige Stiftungen des Schweizer Privatrechtes gegründet und sind international geschätzt und anerkannt. Vergessen wir nicht: Sie tragen auch zur Sicherheit unseres eigenen Landes bei. Wir nutzen überdies ihr Know-how und ihre Kompetenzen für unseren Beitrag im UNO-Sicherheitsrat. Der Bund und die Schweiz haben Steuerungs- und Kontrollmöglichkeiten über die Verwendung des Rahmenkredites. Inflationsbereinigt bleibt der Betrag auf dem Stand von 2016.

Ende März dieses Jahres hat die FK-N einen Mitbericht zum Verpflichtungskredit übermittelt. Eintreten war in der Finanzkommission des Nationalrates grundsätzlich – in Klammern: fast – unbestritten, dies bei einem Stimmenverhältnis von 22 zu 3. Drei Mitglieder wollten aus Spargründen die inflationsbedingte Erhöhung ablehnen. Eine Minderheit Gmür Alois verzichtete in der Folge jedoch darauf, ihren Antrag weiterzuziehen.

Die SiK-N stimmte am 24. April 2023 einstimmig für den Verpflichtungskredit. Alois Gmür ist ebenfalls Mitglied der SiK-N und hat dort mündlich seinen Einwand bezüglich der Einsparungen in der Bundesverwaltung von 2 Prozent eingebbracht, was die Kommissionsmitglieder jedoch nicht zu verunsichern vermochte.

Last, but not least: Erlauben Sie mir bitte, auch die Herausforderung der Covid-19-Pandemie zu erwähnen. Die Arbeit an den Zentren konnte nicht nur fortgesetzt, sondern sogar vertieft werden, dank gegenseitigem Vertrauen zwischen staatlichen und nicht staatlichen Institutionen und Organisationen.

Die russische Aggression gegen die Ukraine und Herausforderungen von Afghanistan über Syrien bis in die Sahel-Region zeugen von einer neuen Realität. Freiheit, Demokratie, Menschenrechte und Rechtsstaatlichkeit sind weltweit unter Druck. Die drei Genfer Zentren sind geopolitischen Umbrüchen sehr stark ausgesetzt. Sie arbeiten an den Schnittstellen und Herausforderungen neuer Konflikte und Krisen, bauen dazu Wissen auf, fördern den Dialog und somit auch die Konfliktbewältigung.

Der Nationalrat ist heute Erstrat, und wir behandeln das Geschäft in Kategorie IV. Ich danke Ihnen sehr für Ihre Unterstützung und Ihr Vertrauen. Ich meine, diese sind verdient.

Fivaz Fabien (G, NE), pour la commission: Le crédit que nous traitons aujourd'hui servirait à prolonger notre soutien aux trois centres de Genève pour les années 2024 à 2027. Au total, ce sont 129,7 millions de francs qui sont prévus pour assurer le travail de ces institutions.



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Sommersession 2023 • Achte Sitzung • 08.06.23 • 08h00 • 22.081
Conseil national • Session d'été 2023 • Huitième séance • 08.06.23 • 08h00 • 22.081



Les trois centres de Genève concernés sont le Centre de politique de sécurité (GCSP), le Centre international de déminage humanitaire (CIDHG) et le Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF). Ces institutions sont reconnues mondialement pour leurs compétences essentielles dans le domaine du maintien de la paix, du déminage humanitaire et de la sécurité. Ce sont des lieux d'échange qui permettent de mettre en contact des diplomates du monde entier. D'ailleurs, une délégation de notre Commission de la politique de sécurité a récemment rencontré une délégation de participantes et de participants à une formation du Centre de politique de sécurité. Il s'agissait de jeunes diplomates, issus de plus de 25 pays. Je vous assure que la rencontre était passionnante.

Le Centre international pour le déminage humanitaire intervient pour la formation et le conseil dans le domaine du déminage. C'est par exemple le cas en Ukraine, où le centre est actif depuis 2013, et où les forces d'invasion russes ont placé des centaines de milliers de mines, y compris antipersonnel. Dans la situation internationale que nous connaissons aujourd'hui et qui est relativement tendue, cette expertise dans le domaine du déminage est essentielle et nécessaire.

Le travail de ces organisations correspond à la mission humanitaire de la Suisse. Il contribue au développement de la paix et des relations internationales qui sont fondées sur le droit et le respect des droits de l'homme. L'importance de ces centres est aussi démontrée par le fait que, depuis quelques années, ils ont réussi à se diversifier et à augmenter les fonds de tiers leur permettant de faire leur travail. En vrai, la contribution de la Confédération n'a pas augmenté depuis 2016.

Le crédit a été accepté à l'unanimité par la Commission de la politique de sécurité, et, par 22 voix contre 3, par la Commission des finances, et je vous propose d'en faire de même.

Fehlmann Rielle Laurence (S, GE), pour la commission: La Commission des finances a examiné à sa séance du 30 mars dernier les aspects budgétaires liés au projet de financement de trois centres de Genève. Il s'agit du Centre de politique de sécurité, du Centre international de déminage humanitaire et du Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité.

Le Conseil fédéral sollicite auprès des Chambres fédérales un crédit d'engagement d'un montant total de 129,7 millions de francs pour la période 2024–2027 pour la poursuite du soutien alloué à ces trois centres. Les activités de ces centres contribuent à renforcer le dialogue diplomatique et à promouvoir des initiatives innovantes, par exemple l'élimination des munitions qui n'ont pas explosé. Ces centres représentent des références reconnues internationalement dans leurs domaines respectifs. Ils constituent un instrument de la politique extérieure et de la sécurité de la Suisse, en particulier dans

AB 2023 N 1173 / BO 2023 N 1173

les domaines de la coopération internationale et de la promotion de la paix.

Le montant sollicité est supérieur de 1,7 million de francs au crédit-cadre qui a été accordé pour la période 2020–2023. Mais, rapporté à l'inflation, ce montant est resté stable depuis 2016.

La commission a estimé que ce montant était adéquat, compte tenu de l'importance de ces centres pour la Genève internationale et la sécurité de la Suisse. Mais il a été relevé qu'en raison de l'instabilité géopolitique prévalant actuellement, en particulier à cause de la guerre en Ukraine, l'importance de ces centres s'était même accrue.

Il faut aussi relever que, si la contribution de la Confédération est restée constante, les trois centres de Genève ont pu développer leurs prestations au cours de la période précédente.

Ils ont en effet reçu davantage de financement provenant de fonds de tiers. Ces fonds proviennent d'un certain nombre d'Etats occidentaux, de fondations et des Nations Unies. Grâce à ces fonds de tiers, la contribution de la Confédération a ainsi baissé, passant de 65 à 55 pour cent. Néanmoins, la commission s'est assurée que la part croissante des fonds de tiers ne portait pas atteinte à l'influence de la Suisse sur ces centres.

Je me permets aussi de rappeler qu'il est particulièrement important de marquer le soutien du Parlement à ces trois centres, car la position de la Genève internationale est plus fragile qu'auparavant. En effet, la remise en question du multilatéralisme, le recul de la démocratie, des droits de l'homme et de l'Etat de droit dans de nombreuses régions du monde posent de nouveaux défis auxquels on doit faire face.

La commission a décidé de soutenir ce crédit-cadre, par 22 voix contre 3 sans abstention. Je vous recommande donc de suivre la décision de la commission. Par ailleurs, la commission a transmis un corapport à la Commission de la politique de sécurité en lui proposant d'entrer en matière et d'approuver ce crédit-cadre.

Guggisberg Lars (V, BE), für die Kommission: Ich gebe Ihnen die Haltung Ihrer Finanzkommission zu diesem Geschäft bekannt. Die Finanzkommission beantragt Ihnen einstimmig, diesem Verpflichtungskredit für die drei



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Sommersession 2023 • Achte Sitzung • 08.06.23 • 08h00 • 22.081
Conseil national • Session d'été 2023 • Huitième séance • 08.06.23 • 08h00 • 22.081



Genfer Zentren zuzustimmen.

Wir liessen uns dabei von folgenden Fakten leiten: Der Verpflichtungskredit kommt mit einer Erhöhung von 1,7 Millionen Franken daher, real ist es aber keine Erhöhung, weil der Betrag inflationsbereinigt auf dem Stand von 2016 bleibt. Der Beitrag des Bundes bleibt konstant. Es können aber mehr Drittmittel eingesetzt werden. Der Anteil des Bundes an der Finanzierung der drei Zentren nahm entsprechend von 65 auf 55 Prozent ab. Uns wurde versichert, dass die Einflussnahme der Schweiz unter dieser tieferen prozentualen Beteiligung nicht leiden wird.

Es kam in unserer Kommission zu einer längeren Diskussion, ob hier – Frau Kollegin Fiala hat es gesagt – nicht angesichts der finanziellen Schieflage unseres Bundeshaushalts eine Kürzung erfolgen soll. Es wurde der Antrag gestellt, dass die 1,7 Millionen Franken nicht zusätzlich gesprochen werden sollten. Nach einer längeren Diskussion fiel die Abstimmung so aus, dass der Antrag mit 22 zu 3 Stimmen abgelehnt wurde.

In der Gesamtabstimmung hat Ihre Finanzkommission diesem Verpflichtungskredit einstimmig zugestimmt.

Cassis Ignazio, Bundesrat: Im Februar des letzten Jahres wurde die europäische Sicherheitsarchitektur durch die russische Aggression gegen die Ukraine erschüttert. Herausforderungen für die Weltordnung sind auch in anderen Weltgegenden sichtbar, von Afghanistan über Syrien bis in die Sahel-Region. Angesichts dieser geopolitischen Umbrüche hat der Einsatz der Schweiz für eine friedliche und gerechte internationale Ordnung gemäss Artikel 2 der Bundesverfassung und für Frieden, Menschenrechte und Demokratie gemäss Artikel 54 der Verfassung nichts an Relevanz verloren, ganz im Gegenteil.

Wir sprechen heute über diese drei Genfer Zentren, namentlich über das Genfer Zentrum für Sicherheitspolitik (GCSP), das Genfer internationale Zentrum für humanitäre Minenräumung (GICHD) sowie das Genfer Zentrum für die Gouvernanz des Sicherheitssektors (DCAF). Diese Organisationen sind Instrumente der schweizerischen Aussen- und Sicherheitspolitik, insbesondere der internationalen Zusammenarbeit und Friedensförderung. Sie arbeiten an der Schnittstelle von Wissenschaft, Normensetzung und Dialog und damit genau dort, wo die Schweiz einen Beitrag zur Überwindung aktueller Krisen leisten kann.

Die Zentren sind unabhängige Stiftungen, die im Zeitraum zwischen 1995 und dem Jahr 2000 auf Initiative des Bundes gegründet wurden. Sie mögen sich erinnern: Nach der Wende brauchten wir in der ehemaligen Sowjetunion genau dieses Wissen. Die drei Zentren haben unterschiedliche und sich ergänzende Mandate. Von Beginn an war der Einbezug weiterer Staaten in den Stiftungen vorgesehen, und der internationale Charakter der Zentren ist Teil ihrer Strahl- und Wirkungskraft.

Gleichzeitig werden die Zentren international als Schweizer Initiative wahrgenommen und profitieren davon – und die Schweiz profitiert von ihnen. Die Zentren geniessen das Vertrauen zahlreicher Staaten und Organisationen, mit denen sie zusammenarbeiten. In den letzten Jahren ist die Nachfrage nach den Dienstleistungen stark gestiegen, sodass die Zentren personell und umsatzmäßig gewachsen sind. Dieses Wachstum wurde durch Drittmittel finanziert. Infolgedessen ging der Anteil des Bundes an der Finanzierung der drei Zentren von 65 auf 55 Prozent zurück. Die gesteckten Ziele der letzten Botschaft bezüglich der Erhöhung der Drittmittel werden erreicht bzw. übertroffen. In der vorliegenden Botschaft wird erneut eine Drittmittelerhöhung angestrebt. Nach dieser Phase des Wachstums wird es im Zeitraum 2024–2027 vor allem um eine Konsolidierung gehen.

Was die Schweizer Finanzierung angeht: Der aktuelle Rahmenkredit für die Genfer Zentren läuft Ende dieses Jahres aus. Der unterbreitete Rahmenkredit 2024–2027 ist um 1,7 Millionen Franken höher als der bisherige Rahmenkredit 2020–2023, er beträgt also 129,7 Millionen Franken gegenüber 128 Millionen Franken in der letzten Periode. Damit werden die Beiträge des Bundes an die Zentren inflationsbereinigt auf dem Stand von 2016 bleiben. Also auch hier: Der Fokus liegt auf Konsolidierung.

Der Bund hat griffige Steuerungs- und Kontrollmöglichkeiten, wie der Rahmenkredit verwendet wird. Das interdepartementale Comité de Pilotage Genfer Zentren ist für die Führung und Steuerung der Bundesbeiträge verantwortlich. Darin sind verschiedene Stellen des EDA sowie des VBS vertreten. In den Stiftungsräten und Stiftungsratsausschüssen ist die Schweiz mit je mindestens zwei Personen vertreten. Der Bund hat zudem ein Vorschlagsrecht für die Stiftungspräsidenten und kann die Direktorinnen und Direktoren der Zentren unter Vorbehalt der Genehmigung durch die jeweiligen Stiftungsräte auswählen.

Mit jedem Zentrum schliesst der Bund einen Rahmenvertrag über die Botschaftsperiode sowie Jahresverträge ab. Die Verträge regeln auch die Berichterstattung bezüglich Leistungen und Finanzen. Die Wirkungsorientierung steht dabei im Vordergrund.

L'évaluation externe est un autre instrument de pilotage. Celle-ci a été menée en 2021/22. Elle atteste de la pertinence des travaux respectifs des trois centres de Genève, de la reconnaissance internationale des prestations fournies et de la durabilité des activités des centres. Les trois centres ne sont pas seulement



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Sommersession 2023 • Achte Sitzung • 08.06.23 • 08h00 • 22.081
Conseil national • Session d'été 2023 • Huitième séance • 08.06.23 • 08h00 • 22.081



des centres de compétence, mais des centres de compétence par excellence dans leurs domaines d'activité respectifs. Le Conseil fédéral a l'intention de continuer à procéder périodiquement à une évaluation. A l'avenir, la Confédération entend utiliser encore davantage les centres comme des instruments de mise en œuvre de ses objectifs en matière de politique de sécurité et de politique étrangère. Ainsi, par leur travail, les centres renforcent également le positionnement de la Genève internationale en tant que site global doté d'une expertise particulièrement forte en matière de politique étrangère et de sécurité et de dialogue et d'affaires humanitaires.

AB 2023 N 1174 / BO 2023 N 1174

Gerne gehe ich an dieser Stelle auch auf die Ukraine ein. Alle drei Zentren unterstützen das Land mit Fachexpertise. So arbeitet das GCSP daran, den Dialog zwischen Ost und West aufrechtzuerhalten. Das DCAF berät seinerseits ukrainische Institutionen, wie das Parlament, die Polizei oder die Gerichte, unter anderem in Fragen der Gouvernanz, des Sicherheitssektors und der Straflosigkeit. Die Ukraine leidet unter einer massiven Belastung durch Minen. Die potenziell betroffene Fläche entspricht etwa viermal der Fläche der Schweiz. Das GICHD arbeitet bereits seit 2013 in der Ukraine. Seit 2019 ist die Ukraine ein Fokusland des Zentrums. Dieses humanitaire Minenräumungszentrum unterstützt die nationalen Behörden unter anderem im Bereich des Informationsmanagements, bei der Ausarbeitung des neuen Gesetzes zur Minenräumung oder bei der strategischen Planung. Im November 2022 organisierte das GICHD in Genf ein Treffen aller wichtigen Organisationen und Staaten zur Geberkoordination. Die Veranstaltung wurde übrigens von unserem Departement unterstützt. Die Arbeiten der drei Zentren zugunsten der Ukraine werden auch in der nächsten Botschaftsperiode zusätzlich ausgebaut.

Les trois centres de Genève sont des instruments centraux de la politique étrangère et sécuritaire de la Suisse, et même au-delà. Ils apportent une contribution majeure à des dynamiques internationales difficiles. Les centres sont ancrés à Genève et renforcent, de cette manière, la Genève internationale et sa compétitivité dans le monde. En même temps, leur rayonnement est grand, et ils portent ainsi les valeurs suisses dans le monde entier.

Je vous prie donc, au nom du Conseil fédéral, de donner votre accord au crédit-cadre 2024–2027 pour ces trois centres de Genève.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

